

**En milieu de semaine dernière, l'inquiétude des professionnels des médias hongrois a gagné Bruxelles : un des plus gros lobbys européens de journalistes s'est mobilisé contre la réforme des médias publics hongrois, récemment proposée par le gouvernement.**

Selon la fédération européenne des journalistes, les mesures y figurant feraient revenir la vie médiatique hongroise à l'ère communiste, au temps où un seul parti gérait les affaires de l'Etat et supervisait du même coup son appareil de propagande. Dans un futur proche et par soucis de comparaison, les conséquences de ce premier grand chantier de Viktor Orbán en Hongrie pourraient bien nous rappeler les changements en profondeur dont fait l'objet l'audiovisuel public français depuis plus d'un an et demi. Cette semaine d'ailleurs, c'est encore Radio France qui a fait les frais de la politique médiatique de celui qu'il est désormais convenu d'appeler son « actionnaire ».

**« Cause toujours... »**

Maintenant que le Fidesz (par ses parlementaires Antal Rogan et András Cser-Palkovics) a décidé de s'y attaquer, les jours sont maintenant comptés pour la vieille loi de 1996, qui avait mis en place un système de régulation des médias communément jugé « *trop politisé et inefficace* » aujourd'hui. Il y a seulement deux semaines, le gouvernement a annoncé son projet au moment même où il lançait le débat au parlement. Lundi dernier, les premiers amendements y étaient votés. Du point de vue de l'opposition, des syndicats de journalistes nationaux, et d'ONG, c'est donc la construction de la réforme, sans prendre le temps de la réflexion ni celui de la consultation, qui pose problème.

Mercredi au Parlement, certains représentants de ces groupes étaient enfin invités à faire part de leur sentiment, et c'est bien ce point de vue qui a primé, suivi de la suspicion, à l'égard du Fidesz, de vouloir mettre la main non seulement sur les médias publics, mais aussi sur le secteur tout entier. Qu'importe. Avec les deux tiers de la majorité au Parlement et en assurant Pál Schmitt, l'un de ses fidèles, à la Présidence de la République (le président de la Cour suprême et le procureur général seront nommés par ce dernier), le Fidesz n'aura sans doute aucun mal à rendre ce projet constitutionnel et à le faire voter.

**Politique et médias : fini de rire !**

Pendant ce temps-là, en France, après que France télévisions n'ait vu son indépendance et sa qualité de programmes réduites par l'interdiction de diffuser des pubs après 20 heures, c'était Radio France qui perdait le sens de l'humour. On apprenait, jeudi matin, le départ forcé de ses deux humoristes politiques principaux, alors que la direction est elle-même fraîchement nommée par le président Sarkozy. Ainsi on peut, ci-dessous, apprécier respectivement la dernière chronique de Stéphane Guillon et celle de Didier Porte sur France Inter.

Philippe Val, directeur des programmes d'Inter et ami personnel de Carla Bruni, s'est finalement défendu d'agir selon les souhaits de l'Elysée, après un long silence auquel il n'avait, autrefois, pas habitué ses lecteurs de *Charlie Hebdo* : « *C'est du fantasme, On accuse sans preuve. Ni Jean-Luc Hess (directeur de la station) ni moi n'avons subi de pression* ». « *Cela fait un an qu'on dit qu'il y a*

*des limites à ne pas dépasser, celles de la loi. L'injure et la diffamation sont sanctionnées. La non-reconduction de leurs contrats n'est pas politique mais fondée sur leur comportement », a-t-il affirmé.*

Rappelons cependant qu'aucune plainte à l'encontre de Porte ni de Guillon n'a jamais été déposée. Rappelons également que ces deux-là peuvent se targuer de rassembler plus de 2 millions d'auditeurs quatre matins par semaine en prime time. De plus, l'affaire Porte - Guillon n'est intervenue que quelques jours après que M. Sarkozy ne menace le rédacteur en chef du Monde - quotidien national de référence - de supprimer l'aide de l'Etat au journal si ce dernier s'apprêtait à être racheté par « un groupe d'hommes d'affaires de gauche »... Sans même avoir à parler de l'avalanche d'un certain nombre de scandales qui touchent plusieurs ministres et proches collaborateurs du gouvernement, on peut penser que pour la communication gouvernementale du mois de juin, la Coupe du monde de football et le fiasco qu'y ont vécu les Bleus de France tombent à pic.

Bien qu'en Hongrie les médias s'expriment différemment en général, il est probable que la situation dégénère de la même façon qu'en France, toutes proportions gardées. Dans une Hongrie à nouveau dominée par des valeurs conservatrices, on peut s'imaginer que la satire, en particulier, n'a peut-être pas beaucoup de beaux jours devant elle. Dans un régime où l'exécutif et le législatif sont dominés par un chef et un parti, la contestation et la demande d'un débat public ne font de toute façon pas le poids face à la volonté de chefs d' « Etats forts » de contrôler ce qu'ils peuvent encore dans leur pays.